

# Tchéquie : Adoption de la loi de finances initiale (LFI) pour 2026

Une publication du SE de Prague  
Mars 2026

La LFI 2026, première loi de finances du nouveau gouvernement d'Andrej Babiš, a été définitivement adoptée ce 11 mars, mettant fin au régime des douzièmes provisoires qui s'appliquait depuis janvier. Ce budget devrait entraîner une détérioration du déficit de 0,2 p.p. à 2,2 % du PIB et un accroissement de la dette à 46,2 % du PIB. La dynamique des dépenses concernera les infrastructures de transport, les dépenses sociales, des revalorisations salariales dans la fonction publique et des mesures de soutien à l'activité économique, dont la baisse des prix de l'énergie. A contrario, les dépenses dédiées à la culture diminueront, quand celles du Ministère de la défense stagneront en volume, réduisant mécaniquement leurs parts à 1,8 % PIB dans un contexte de croissance du PIB projeté à 2,4%.

## Le nouveau gouvernement prévoit dans la LFI 2026 un déficit public à 2,2 %

L'alternance politique consécutive aux élections législatives ayant empêché l'adoption de la nouvelle loi de finances avant la fin de l'année 2025, la Tchéquie était entrée dès le mois de janvier dans **le régime des douzièmes provisoires**. La nouvelle coalition, en fonction depuis le 15 décembre 2025, a fait adopter par le Parlement tchèque la LFI 2026 le 11 mars, le Président l'a ratifiée le 16 mars. Conformément à l'accord de coalition, le nouveau budget donne la priorité aux programmes sociaux, aux infrastructures, à la réduction des coûts de l'électricité et la croissance des salaires dans le secteur public, tout en rationalisant les dépenses de fonctionnement de l'Etat.

**a) Environnement macroéconomique** : la loi des finances bénéficie d'un cadre macroéconomique favorable avec **une croissance projetée par le ministère des finances à 2,4 %** (après 2,6 % en 2025) – en-deçà des prévisions de la Banque nationale tchèque (CNB / +2,9%) –, d'une inflation en recul à 2,1 % (de 0,4 p.p.) et d'un taux de chômage stabilisé à 2,8 %. Cette évolution positive, jugée crédible par le Comité des prévisions budgétaires, serait principalement attribuable à la consommation des ménages (+3%) et des institutions gouvernementales (+1,9 %) ainsi qu'à un redémarrage plus dynamique des investissements (+3,1 %).

**b) Cadre budgétaire** : pour l'exercice 2026, les recettes budgétaires sont estimées à 2 117,8 Md CZK (~86,8 Md€), soit 23,6% du PIB, couvrant 87 % des dépenses qui atteindraient 2 427,8 Md CZK (~99,5 Md€) et 27,1% du PIB, soit un déficit budgétaire de 310 Md CZK (~12,7 Md€), en hausse de 19,3 Md CZK (+6,6%) par rapport à 2025. **Le déficit public atteindrait 2,2% du PIB (+0,2 p.p.), le taux d'endettement passerait à 46,2 % du PIB (+ 1,6 p.p.)**, les charges d'intérêts (110 Md CZK) représenteraient 1,4 % du PIB, soit un triplement en six ans. La Tchéquie affiche l'un des plus faibles niveaux d'endettement en l'UE où le ratio moyen est de 82 %.

**c) Recettes** : les recettes budgétaires progresseraient de 1,5 % par rapport à 2025 et proviennent : (i) à 41 % des cotisations de sécurité sociale (+7,2 % sur un an) résultant de la dynamique salariale, (ii) à 49 % des recettes fiscales plus élevées (+1,6%) provenant de la TVA (+0,5%), de l'IR (+6,1%) et des droits d'accise (+5,1% entraînés par la nouvelle hausse des produits tabac et alcool). L'IS verrait son rendement diminuer de 3,9 % avec **la fin de l'impôt sur les bénéfices exceptionnels** ; et (iii) à 10 % de recettes non fiscales (dividendes des participations, crédits UE...).

**d) Dépenses** : les dépenses progresseraient de 4,3 % par rapport à 2025 avec pour objectif de préserver la croissance et de soutenir le pouvoir d'achat. Les principales progressions concernent : (i) **les programmes sociaux (43,2% des dépenses / +3,6 %)** : + 72 % pour les allocations de chômage ; +3,7 % pour les prestations sociales, +3,1 % pour les retraites, le gouvernement a également inséré une revalorisation du SMIC de +7,7 % ; (ii) **la masse salariale des fonctionnaires** (12% des dépenses, +8,7 %) ; (iii) **les EnR** (1,3 % des dépenses avec 32 Md CZK, dont 17 Md CZK au titre de la prise en charge par l'Etat de la taxe sur les EnR – jusqu'ici associée aux factures d'électricité – permettant de réduire les prix de l'énergie d'environ 10%) ; (iv) **l'agriculture** (+7,3 % avec la hausse des subventions nationales) et (v) **les infrastructures de transport** (+34 % des sources nationales pour sécuriser les grands chantiers et stimuler la compétitivité du pays). Les investissements représenteraient 10,8 % du total des dépenses avec 262,4 Md CZK (+5 %), dont 177,3 Md CZK (+15%) de sources nationales. Les crédits R&D sont réduits de 0,1 p.p. à 0,59 % du PIB, en retrait par rapport à l'objectif de croissance affiché par la nouvelle stratégie économique. La majorité des ministères verront leurs budgets augmenter, avec trois exceptions : défense (stagnation du budget nominal, cf. infra), santé et culture (respectivement -28,1 % et -18,2 %).

## Un objectif formel de 2 % du PIB consacré à la défense, à rebours de la dynamique OTAN et des engagements pris

**Les engagements en matière de défense sont portés formellement à 2,07 % du PIB** (184,7 Md CZK, soit 7,5 Md€, en hausse de 14 Md CZK par rapport à 2025), après 2,01 % en 2025. Ce montant s'avère inférieur aux dépenses prévues par le précédent gouvernement qui visait 2,35% en 2026, et 3% en 2030, la Tchéquie ne faisant aucun usage de la clause dérogatoire permise par les règles européennes. **Le ministère de la Défense disposera de 154,8 Md CZK<sup>1</sup>, soit 1,76 % du PIB.** 36% du budget du ministère (56 Md CZK / ~2,3 Md€) sera destiné aux investissements. En baisse de 15 % par rapport à 2025, ces derniers permettront de financer les programmes stratégiques<sup>2</sup> de modernisation tels que l'acquisition de véhicules de combat d'infanterie CV 90, de systèmes antiaériens SHORAD, de canons automoteurs CAESAR, de véhicules blindés à roues VSHORAD, de chars LEOPARD 2A4 ou la modernisation de l'infrastructure de l'aéroport militaire de Čáslav. Les recrutements devraient atteindre 1 100 soldats et 500 réservistes en 2026. **Le reste de l'effort (0,34% du PIB, soit 1,2 Md€) est réparti entre plusieurs ministères et administrations** (Annexe 5), la coalition labellisant « défense » ou « à vocation duale » certains investissements de transport et de santé. Cette comptabilisation budgétaire devra néanmoins être validée par l'OTAN.

## Le gouvernement devrait revoir la loi tchèque pluriannuelle « sur la responsabilité budgétaire », qui encadre l'évolution des déficits publics

Pour aligner les règles tchèques de trajectoire budgétaire aux limites du pacte de stabilité et de croissance de l'Union Européenne, le gouvernement prévoit de modifier la « loi sur la responsabilité budgétaire »<sup>3</sup> encadrant théoriquement la trajectoire tchèque des finances publiques avec des plafonds légaux de déficit prévus à 1,75 % du PIB en 2026, 1,25 % en 2027 et à 1 % en 2028. Ainsi, **le gouvernement prévoit de supprimer les plafonds de déficit pour les prochains projets de loi de finances** mais s'est engagé à maintenir le déficit sous les 3 % du PIB.

# ANNEXES

*ANNEXE 1 : Les principaux agrégats 2025 et 2026*

*ANNEXE 2 : L'évolution du déficit public*

*ANNEXE 3 : La dette de l'Etat et sa part sur PIB (Md CZK ; %)*

*ANNEXE 4 : La répartition des recettes et des dépenses budgétaires*

*ANNEXE 5 : Les évolutions des dépenses : défense, R&D, dépenses pour les retraites, dépenses pour le service de la dette*

*ANNEXE 6 : Les budgets des ministères et administrations*

## ANNEXE 1 : Principaux agrégats 2025 et 2026

### LF 2026 en milliards de CZK

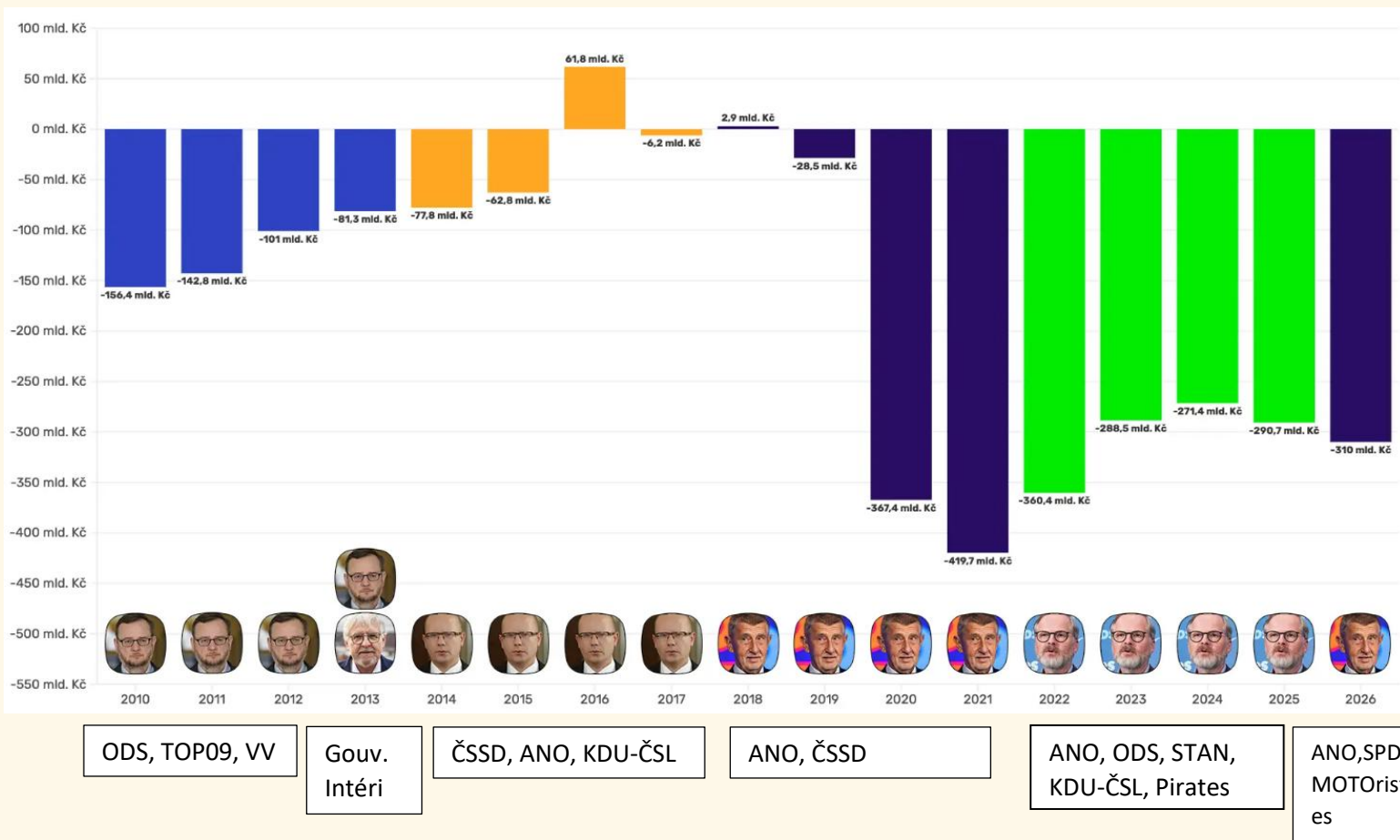
	1	2	3=2-1	4=2/1*100
	LF 2025	LF 2026	écart LF 2025/LF 2026	% 2025/2026
<b>Recettes budgétaires</b>	2 086,1	2 117,8	31,7	101,5
<b>Dépenses budgétaires</b>	2 327,1	2 427,8	100,7	104,3
<b>Solde budgétaire</b>	-241	-310	-69	128,6

### LF sans l'UE et FM :

	1	2	3=2-1	4=2/1*100
	LF 2025	PLFR 2026	écart LF 2025/PLFR 2026	% 2024/2025
<b>Recettes budgétaires</b>	1 931,8	1 977,6	45,8	102,4
<b>Dépenses budgétaires</b>	2 172,8	2 287,6	114,8	105,3
<b>Solde budgétaire</b>	-241	-310	-69	128,6

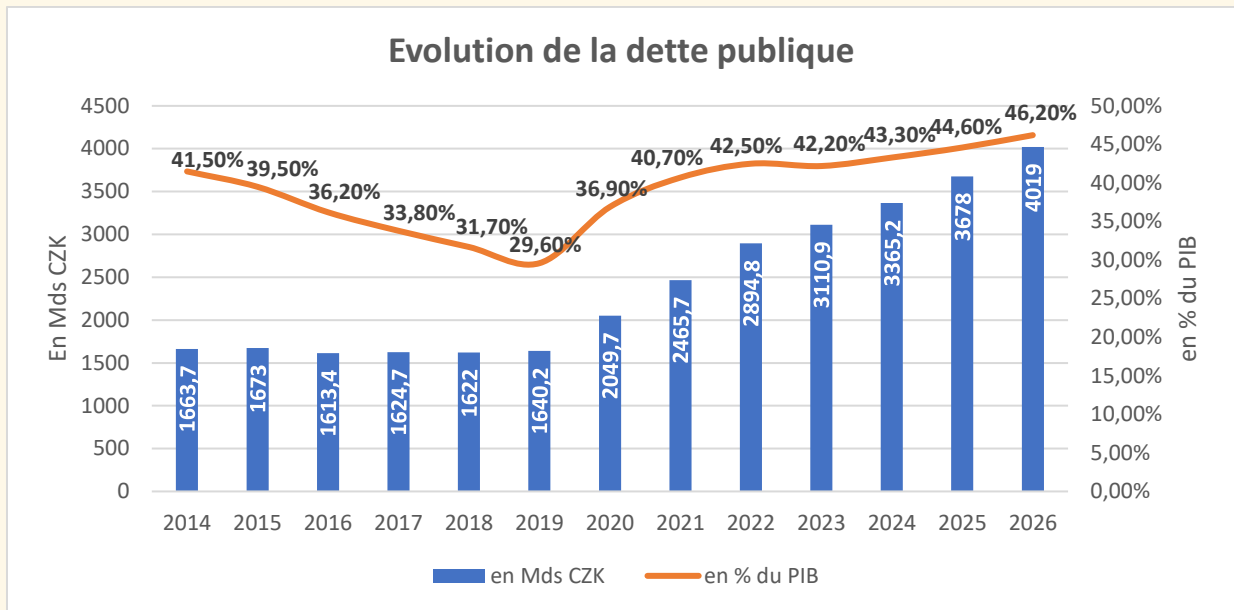
*Source : ministere des Finances*

## Annexe 2 : Evolution du déficit public



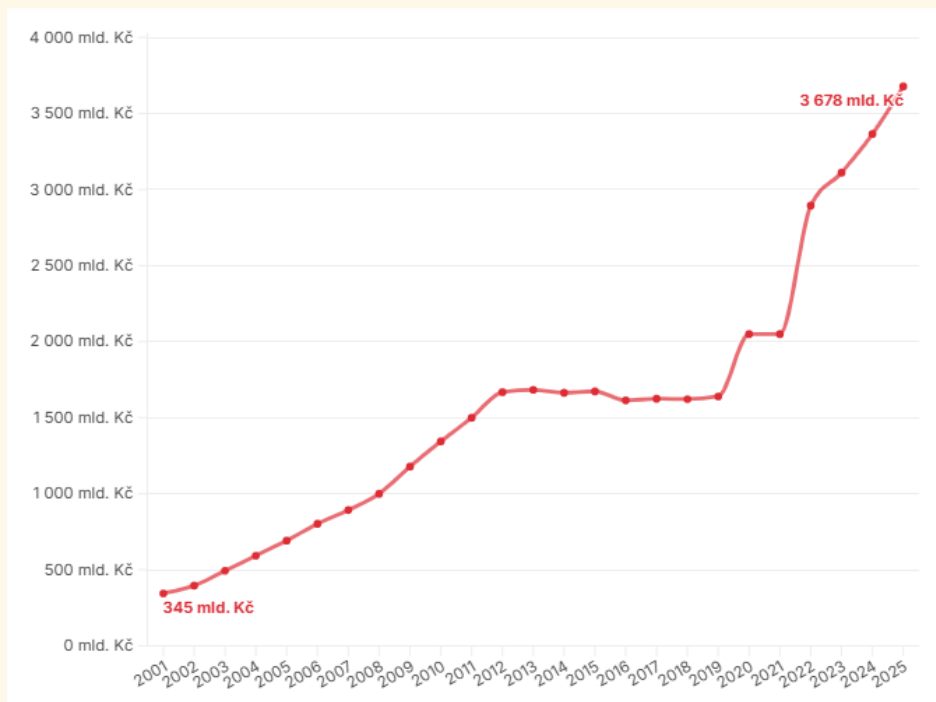
*Source : ministère des Finance, Novinky.cz*

## ANNEXE 3 : La dette de l'Etat et sa part sur PIB (Md CZK ; %)



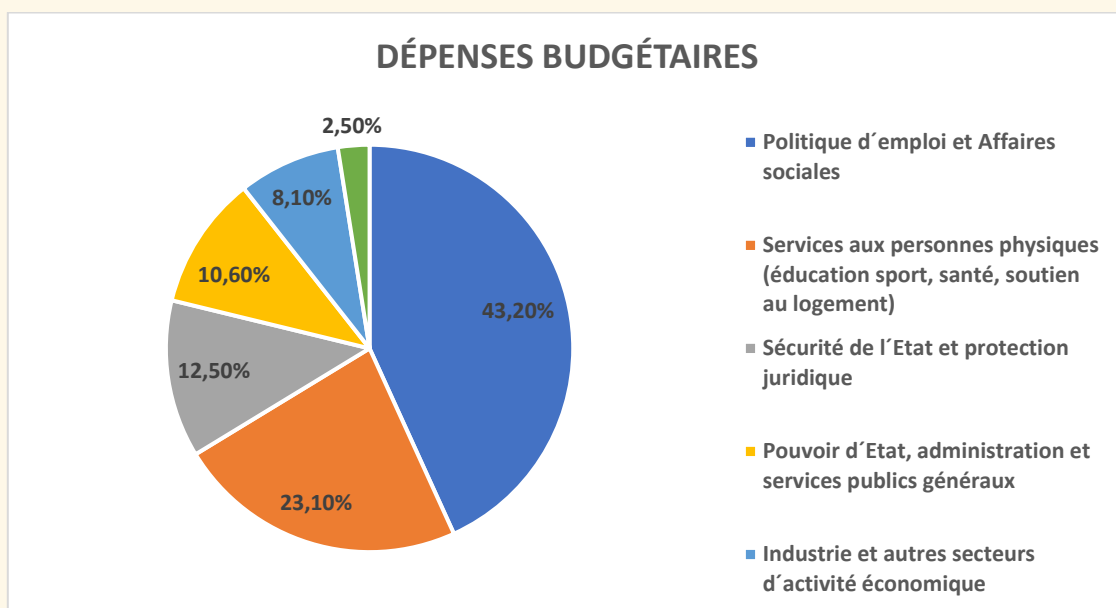
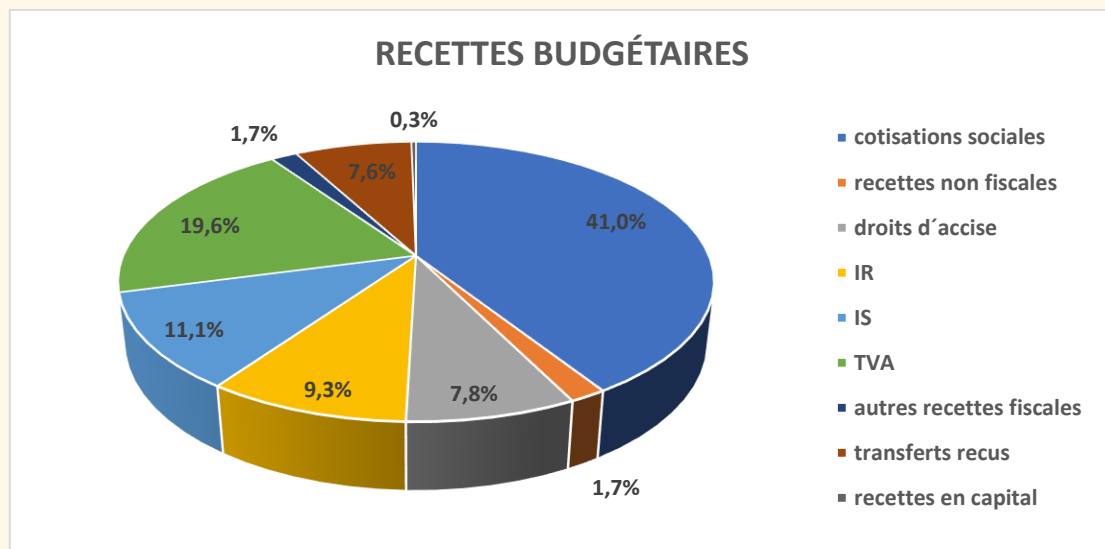
Source : ministère des Finances tchèque, Eurostat

### Dette de l'Etat



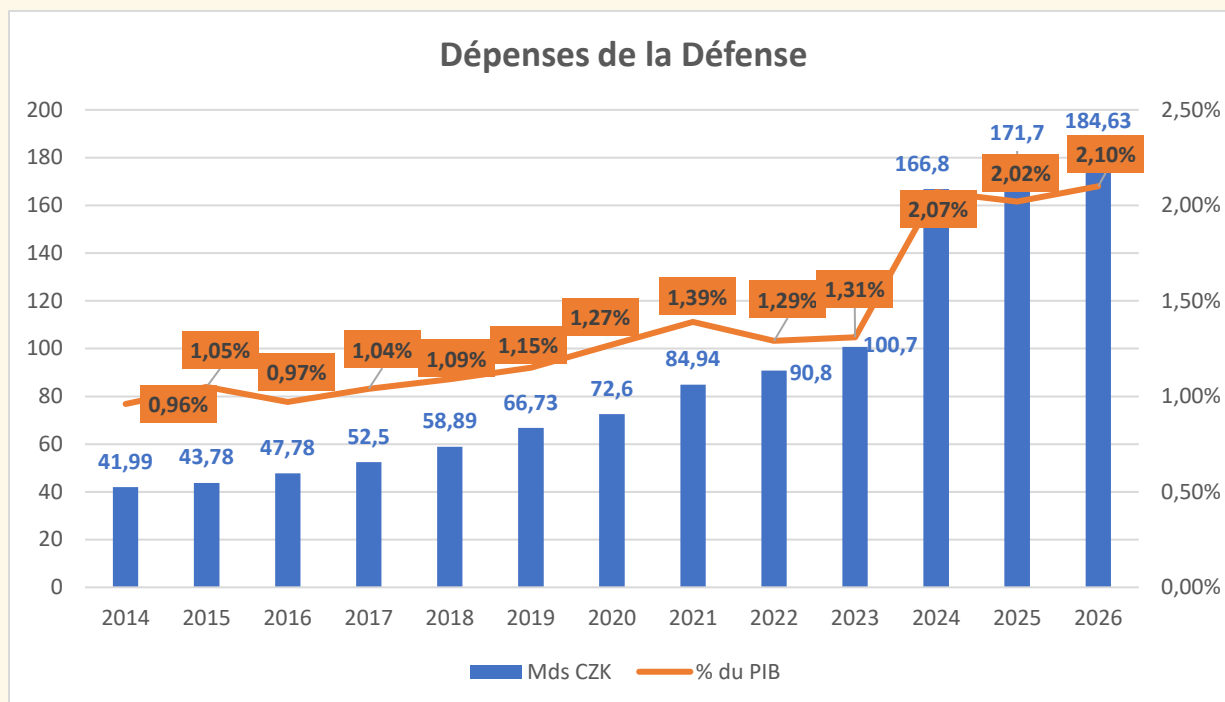
(Source : ministère des Finances tchèque)

## ANNEXE 4 : répartition des recettes et des dépenses budgétaires



Source : ministère des Finances

## Annexe 5 : Evolution des dépenses

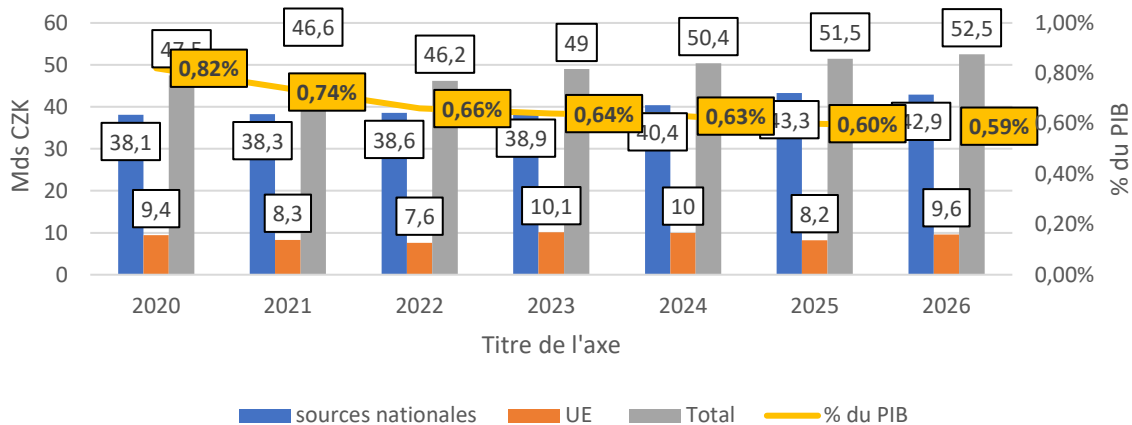


Source : ministère des Finances, ministère de la Défense

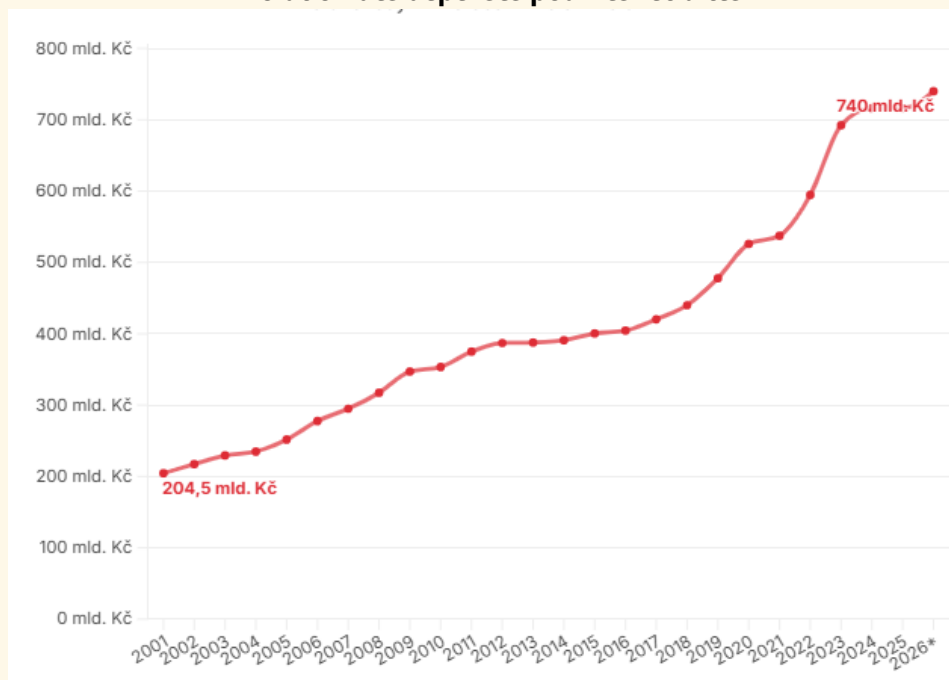
### Répartition de l'effort de défense

Administration des réserves matérielles de l'Etat	5, 28 Md CZK	Missions spécifiques en matière de situations d'urgence, de cybersécurité et de protection des informations classifiées.
Office national pour la sécurité cybernétique NUKIB	0,818 Md CZK	
Agence de sécurité nationale NBU	0,454 Md CZK	
Ministère des Transports	19,57 Md CZK	Infrastructure nécessaire pour assurer la défense et les obligations de Host National Support (HNS), les services de navigation aérienne aux survols de l'OTAN et à la formation des contrôleurs aériens de l'armée tchèque.
Ministère de l'Intérieur	1,303 Md CZK	Défense contre les drones, développement d'un système d'information pour les communications classifiées et la coopération civil-militaire, y compris le soutien à l'État hôte (HNS), investissements dans de nouveaux équipements, modernisation des installations d'entraînement, etc.
Ministère des Affaires étrangères	0,95 Md CZK	Contributions au budget civil de l'OTAN, aux activités de la délégation permanente de la République tchèque auprès de l'OTAN, dons en espèces aux fonds fiduciaires de l'OTAN, envoi de stagiaires, transformation du registre des informations classifiées de l'OTAN au siège du MAE, organisation de visites de haut niveau, soutien aux missions de l'OTAN auprès de l'Union africaine et financement de certains systèmes informatiques.
Administration de la trésorerie générale	0,579 Md CZK	Contribution de la République tchèque au Fonds européen de défense
Agence technologique	0,45 Md CZK	Mise en œuvre du programme de recherche PRODEF
Service de renseignement de sécurité	0,38 Md CZK	Financement des activités contribuant à la défense et à la sécurité de l'Etat
Ministère de la Santé	0,041 Md CZK	Acquisition des véhicules de secours (ambulances)
Inspection générale pour la sécurité nucléaire	0,016 Md CZK	Acquisition d'un véhicule de suivi équipé d'appareil de mesure et de détecteurs pour la sécurité nucléaire
<b>TOTAL</b>	<b>29, 841 Md CZK</b>	<b>1,2148 Md EUR</b>

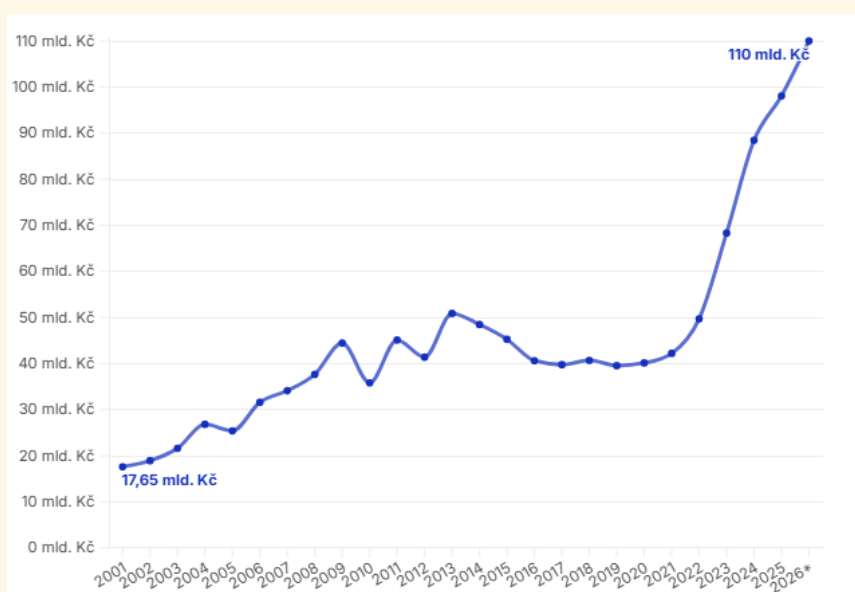
## Dépenses R&D



## Evolution des dépenses pour les retraites



## Evolution des dépenses pour le service de la dette



(source : [ministère des Finances](#))

<b>Dépenses par chapitre budgétaire en CZK</b>			
<b>MINISTÈRES ET AGENCES</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>	<b>Ecart en %</b>
Ministère du Travail et des Affaires sociales *	968 754 450 337	1 009 849 853 107	4,2%
Ministère de l'Éducation, du Sport et de la Jeunesse	290 878 567 544	283 994 173 717	-2,4%
Administration de la trésorerie générale**	269 019 448 912	266 349 495 567	-1,0%
Ministère de la Défense	154 395 235 248	154 790 825 531	0,3%
Ministère des Transports	139 486 810 924	145 874 558 710	4,6%
Ministère de l'Intérieur	107 766 228 906	122 112 220 414	13,3%
Dette de l'État	99 966 880 286	109 966 880 286	10,0%
Ministère de l'Agriculture	59 024 313 455	63 374 071 663	7,4%
Ministère de l'Industrie et du Commerce	35 804 767 062	54 476 705 244	52,1%
Ministère de la Justice	39 411 039 899	40 560 206 925	2,9%
Ministère du Développement territorial	13 302 974 115	31 658 340 469	138,0%
Ministère des Finances	24 935 828 741	28 402 617 271	13,9%
Ministère de l'Environnement	21 336 258 234	20 429 817 596	-4,2%
Ministère de la Culture	21 522 588 121	17 603 295 470	-18,2%
Ministère de la Santé	17 633 041 707	12 681 846 408	-28,1%
Ministère des Affaires étrangères	9 902 703 080	10 021 443 496	1,2%
Académie des sciences	7 952 432 643	8 048 404 302	1,2%
Agence nationale du sport	7 908 995 743	8 236 661 682	4,1%
Agence technologique TACR	6 656 635 225	6 051 653 704	-9,1%
Administration des réserves matérielles de l'État	4 072 270 018	5 282 769 714	29,7%
Agence de subventions	4 813 000 000	4 849 394 262	0,8%
Office de géométrie et de cadastre	4 253 606 104	4 509 835 005	6,0%
Offices des télécommunications	2 179 811 178	3 430 617 679	57,4%
Service de renseignement de sécurité	2 368 429 858	2 597 829 858	9,7%
Agence digitale et d'information	2 866 913 683	1 848 295 846	-35,5%
Chambre des députés	1 716 056 800	1 698 357 260	-1,0%
Office du gouvernement	1 572 628 161	1 432 903 086	-8,9%
Office des statistiques tchèque	1 368 553 299	1 128 571 871	-17,5%
Office national pour la sécurité cybernétique NUKIB	678 826 085	880 059 518	29,6%
Sénat	719 043 218	733 997 708	2,1%
Office suprême de contrôle	648 573 450	669 478 718	3,2%
Inspection générale des corps de sécurité	575 278 942	607 575 933	5,6%
Inspection générale pour la sécurité nucléaire SUJB	544 862 594	601 314 593	10,4%
Agence de sécurité nationale NBU	422 121 486	453 833 719	7,5%
Bureau du Président de la République	503 314 592	421 406 445	-16,3%
Bureau de régulation d'énergie	360 595 836	343 255 522	-4,8%
Autorité de protection de la concurrence UOHS	325 877 462	325 409 500	-0,1%
Office de propriété industrielle	238 707 009	254 364 567	6,6%
Cour constitutionnelle	244 174 723	247 229 923	1,3%
Institut d'études des régimes totalitaires	221 963 868	235 228 793	6,0%
Bureau d'ombudsman	173 427 562	220 401 984	27,1%
Office minière tchèque	192 291 977	216 800 646	12,7%
Office de protection des données personnelles	209 085 181	205 393 032	-1,8%
Conseil de radiodiffusion et de télévision	81 771 808	82 137 533	0,4%
Office de contrôle de la gestion des partis politiques	35 406 388	41 409 835	17,0%
Bureau du Conseil national budgétaire	27 194 002	26 202 475	-3,6%
Actifs financiers de l'État	10 000 000	10 000 000	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>2327082985466,00</b>	<b>2427837146587,00</b>	

Source : ministère des Finances

## NOTES DE BAS DE PAGE

---

<sup>1</sup> Soit 21 Md CZK (860 M EUR) de moins que ce que le précédent gouvernement prévoyait lors de la présentation du projet de budget de l'État avant la tenue des élections législatives à l'automne 2025.

<sup>2</sup> (i) Programme stratégique des forces terrestres (22 032,3 M CZK), (ii) Maintien et développement des capacités des forces aériennes supersonique (7 676,3 M CZK), (iii) Maintien et développement des capacités des forces de liaison de l'armée tchèque (5 462,4 M CZK) et (iv) Maintien et développement des capacités de soutien logistique (6 396,8 M CZK).

<sup>3</sup> La loi sur la responsabilité budgétaire, entrée en vigueur le 17.1.2017, est une loi de programme pluriannuelle pour encadrer l'évolution dans le temps du déficit public. Elle a introduit un frein à la dette à 55% du PIB, des cadres de dépenses et la création du Conseil National Budgétaire. Pour 2026 la loi autorise un déficit structurel maximal de 1,75%, correspondant à 237 Md CZK. Cette limite pourrait être rehaussée des dépenses défense dépassant 2 % du PIB, soit 9 Md CZK, à 246 Md CZK. Le déficit présenté par la LFI2026 (310 Md CZK) dépasse ce seuil de 64 Md CZK (2,6 Md EUR).